

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Le ministre de la justice et des droits humains et de la promotion des peuples autochtones,

Aimé Ange Wilfrid BININGA

La ministre de la santé, de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement,

Jacqueline Lydia MIKOLO

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

Le ministre de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation,

Anatole Collinet MAKOSSO

Le ministre de l'enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi,

Antoine Thomas Nicephore FYLLA SAINT-EUDES

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET PROFESSIONNEL, DE LA FORMATION
QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI**

Décret n° 2020-555 du 15 octobre 2020 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organes de gestion des établissements de l'enseignement technique et professionnel

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 8-2003 du 6 février 2003 portant loi organique relative à l'exercice de la tutelle sur les collectivités locales ;

Vu la loi n° 25-95 du 17 novembre 1995 modifiant la loi scolaire n° 008-90 du 6 septembre 1990 et portant réorganisation du système éducatif en République du Congo ;

Vu la loi n° 3-2003 du 17 janvier 2003 fixant l'organisation administrative territoriale ;

Vu la loi n° 9-2003 du 6 février 2003 fixant les orientations fondamentales de la décentralisation ;

Vu la loi n° 7-2003 du 6 février 2003 portant organisation et fonctionnement des collectivités locales ;

Vu la loi n° 30-2003 du 20 octobre 2003 portant institution du régime financier des collectivités locales ;

Vu la loi n° 31-2003 du 24 octobre 2003 portant détermination du patrimoine des collectivités locales ;

Vu la loi n° 5-2005 du 25 mai 2005 portant statut de la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 16-2019 du 21 mai 2019 fixant la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales en matière d'enseignement préscolaire, primaire et

secondaire et définissant les modalités de leur exercice par le département et la commune ;

Vu le décret n° 2016-368 du 27 décembre 2016 relatif aux attributions du ministre de l'enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2017-404 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

En Conseil des ministres,

Décrète :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent décret fixe, en application de l'article 46 de la loi n° 16-2019 du 21 mai 2019 susvisée, les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organes de gestion des établissements scolaires de l'enseignement technique et professionnel.

Article 2 : Les établissements scolaires concernés par le présent décret sont :

- les centres des métiers ;
- les collèges d'enseignement technique ;
- les lycées d'enseignement technique et professionnel ;
- les centres d'éducation, de formation et d'apprentissage.

TITRE II : DES ORGANES DELIBERANTS

Article 3 : Il est institué, au sein de chaque établissement d'enseignement secondaire technique et professionnel public et privé, les organes délibérants ci-après :

- le conseil d'administration ;
- le conseil de discipline ;
- le conseil des professeurs ;
- le conseil de classe.

Article 4 : Les organes délibérants des établissements scolaires de l'enseignement technique et professionnel sont assistés par des équipes de maîtrise.

Chapitre 1 : Du conseil d'administration

Section 1 : Des attributions

Article 5 : Le conseil d'administration dispose de compétence décisionnelle et de compétence consultative.

Article 6 : Les compétences décisionnelles concernent :

- l'adoption du budget-programme et des actes budgétaires modificatifs ;

- l'arrêt du compte financier ;
- l'adoption du règlement intérieur ;
- l'autorisation de l'acceptation des dons et legs ;
- l'autorisation de l'acquisition et de l'aliénation des biens ;
- l'accord sur le programme des associations fonctionnant au sein de l'établissement, sur la passation des conventions dont l'établissement est signataire ;
- le déroulement et l'encadrement des stages de formation du personnel enseignant et d'appui dans leurs domaines de compétences ;
- la définition d'un programme d'actions pédagogiques spécifiques.

Article 7 : Les compétences consultatives concernent :

la formulation des avis sur les questions relatives à :

- l'éducation civique, morale et pour la paix ;
 - la santé, la sécurité et l'action sociale ;
 - les œuvres scolaires et l'utilisation des locaux scolaires pour l'organisation d'activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif ;
 - tout sujet pouvant avoir une incidence sur le fonctionnement régulier des établissements.
- l'information des membres de la communauté scolaire sur les événements intervenants dans l'établissement scolaire ;
 - la modification des heures d'entrée et de sortie de l'établissement.

Section 2 : De la composition

Article 8 : Le conseil d'administration est composé des membres de droit et des membres élus.

Sont membres de droit :

- le président du conseil départemental ou municipal ou son représentant ;
- le sous-préfet ou son représentant, pour le district ;
- l'administrateur-maire ou son représentant, pour l'arrondissement et la communauté urbaine ;
- le directeur départemental de l'enseignement technique ou son représentant ;
- le chef d'établissement ;
- l'inspecteur coordonnateur ou son représentant ;
- l'inspecteur chargé des activités pédagogiques ;
- l'inspecteur ou le conseiller du sport ;
- l'inspecteur sectoriel de la jeunesse ;
- le responsable du foyer d'éducation civique ;
- le ou les directeurs des études ;
- le directeur des stages ;
- le chef des travaux ;
- le ou les surveillants généraux ;
- l'économe, pour le collège, ou l'intendant, pour le lycée ;
- les conseillers d'orientation, pour le lycée ;
- le responsable du centre de santé intégré ou

- du poste de santé desservant l'établissement ;
- le responsable du service de l'hygiène scolaire ;
- un représentant de la chambre de commerce ;
- un représentant des associations patronales.

Sont membres élus par leurs pairs :

- deux représentants des enseignants ;
- deux représentants des élèves ;
- un représentant par syndicat de base ;
- un représentant de l'association des parents d'élèves.

Section 3 : Du fonctionnement

Article 9 : La convocation et l'ordre du jour relatif aux sessions du conseil d'administration sont transmis aux membres au moins quarante-huit (48) heures à l'avance :

Article 10 : Les délibérations du conseil d'administration ne sont valables que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents et les décisions adoptées à la majorité simple.

Article 11 : Les sessions du conseil d'administration sont sanctionnées par un compte rendu.

Article 12 : La fonction de conseiller est gratuite.

Article 13 : Le chef d'établissement est chargé de l'exécution des délibérations du conseil d'administration. Il rend compte, par un rapport, au conseil d'administration.

Article 14 : Pendant les sessions, le conseil d'administration dispose d'un bureau comprenant :

- un président : le président du conseil départemental ou municipal ou son représentant ;
- un vice-président : le directeur départemental de l'enseignement technique ou son représentant ;
- un secrétaire : le chef d'établissement ;
- un secrétariat de deux membres à désigner lors des séances.

Article 15 : Le président convoque et dirige les sessions du conseil d'administration.

Le vice-président supplée le président en cas d'absence ou d'empêchement.

Le secrétaire prépare les dossiers à soumettre à la délibération du conseil, rédige les documents de la session et conserve les archives.

Article 10 : Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire, en début et en fin d'année.

Toutefois, il peut être convoqué en session extraordinaire en cas de nécessité.

Article 17 : Le conseil d'administration peut inviter à titre consultatif toute personne qu'il juge utile d'entendre.

Chapitre 2 : Du conseil de discipline

Section 1 : Des attributions

Article 18 : Le conseil de discipline est chargé, notamment, de :

- prendre, conformément au règlement intérieur de l'établissement, des mesures pratiques en vue de prévenir la commission des fautes ;
- prononcer des sanctions appropriées en cas de commission des fautes ;
- statuer sur toutes les questions relatives au comportement des élèves évoluant au sein de l'établissement ;
- sélectionner et récompenser en fin d'année scolaire les meilleurs élèves au plan de la discipline, du rendement scolaire et de l'exemplarité.

Section 2 : De la composition

Article 19 : Le conseil de discipline est composé des membres de droit et des membres élus.

Sont membres de droit :

- le chef d'établissement ;
- le ou les directeurs des études ;
- le ou les surveillants généraux ;
- le directeur des stages ;
- le chef des travaux ;
- le professeur principal.

Sont membres élus par leurs pairs :

- deux représentants du personnel de l'établissement ;
- un représentant des élèves ;
- un représentant du bureau des parents d'élèves.

Section 3 : Du fonctionnement

Article 20 : La convocation et l'ordre du jour relatif aux sessions du conseil de discipline sont transmis aux membres au moins quarante-huit (48) heures à l'avance.

Article 21 : Les délibérations du conseil de discipline ne sont valables que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents et les décisions adoptées à la majorité simple.

Article 22 : Les sessions du conseil de discipline sont sanctionnées par un procès-verbal.

Article 23 : La fonction de conseiller est gratuite.

Article 24 : Le chef d'établissement est chargé de l'exécution des délibérations du conseil de discipline. Il rend compte, par un rapport, au conseil de discipline.

Article 25 : Le conseil de discipline se tient, en cas de nécessité et sur convocation de son président ou à la demande de la majorité simple de ses membres.

Article 26 : Pendant les sessions, le conseil de discipline dispose d'un bureau comprenant :

- le chef d'établissement ;
- un secrétaire : à désigner lors des séances.

Article 27 : L'élève convoqué devant le conseil de discipline est accompagné de son tuteur lors des auditions.

Cependant, le conseil de discipline statue hors de la présence de l'élève et du tuteur.

Article 28 : Le conseil de discipline peut inviter, à titre consultatif, toute personne qu'il juge utile d'entendre.

Article 29 : Le conseil de discipline prononce des sanctions conformément au règlement intérieur de l'établissement.

La procédure devant le conseil et l'échelle des sanctions sont définies dans le règlement intérieur.

Chapitre 3 : Du conseil des professeurs

Section 1 : Des attributions

Article 30 : Le conseil des professeurs est chargé d'examiner les questions pédagogiques de l'établissement.

Section 2 : De la composition

Article 31 : Sont membres du conseil des professeurs :

- le chef d'établissement ;
- les responsables des services au sein de l'établissement ;
- tous les professeurs de l'établissement.

Section 3 : Du fonctionnement

Article 32 : La convocation et l'ordre du jour relatif aux sessions du conseil des professeurs sont transmis aux membres au moins quarante-huit (48) heures à l'avance.

Article 33 : Les délibérations du conseil des professeurs ne sont valables que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents et les décisions adoptées à la majorité simple.

Article 34 : Les sessions du conseil des professeurs sont sanctionnées par un compte rendu.

Article 35 : La fonction de conseiller est gratuite.

Article 36 : Le chef d'établissement est chargé de l'exécution des délibérations du conseil des professeurs. Il rend compte, par un rapport, au conseil des professeurs.

Article 37 : Pendant les sessions, le conseil des professeurs dispose d'un bureau composé ainsi qu'il suit :

- un président : le chef d'établissement ;
- un vice-président : le directeur des études ;
- un secrétariat à désigner lors des séances.

Article 38 : Le conseil des professeurs se réunit quatre fois l'an en sessions ordinaires.

- la première session est consacrée à l'examen et l'adoption du règlement intérieur et du programme d'activités pédagogiques, à la répartition des emplois du temps et des classes ;
- la deuxième et la troisième session analysent les activités réalisées respectivement au premier et au deuxième trimestre ;
- la dernière session fait le bilan des activités pédagogiques, adopte les modalités d'admission ou de passage, de redoublement, d'orientation et d'exclusion et formule des suggestions pour l'année scolaire suivante.

Le conseil des professeurs se tient avant le conseil de classe.

Le conseil peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que les circonstances l'exigent, sur convocation du chef d'établissement ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

Chapitre 4 : Du conseil de classe

Section 1 : Des attributions

Article 39 : Le conseil de classe est chargé d'examiner les questions pédagogiques intéressant la vie de la classe, notamment, les effectifs, les présences, les absences, les retards, les résultats, les pourcentages de succès ou d'échec.

Il statue également sur la situation de chaque élève en matière de ponctualité, d'assiduité et de travail scolaire ainsi que sur les punitions et les récompenses.

Section 2 : De la composition

Article 40 : Sont membres du conseil de classe :

- le chef d'établissement ;
- le directeur des études ;
- les surveillants généraux ;
- le directeur des stages ;
- le chef des travaux ;
- le professeur principal ;
- trois représentants des élèves.

Section 3 : Du fonctionnement

Article 41 : La convocation et l'ordre du jour relatif aux sessions du conseil de classe sont transmis aux membres au moins quarante-huit (48) heures à l'avance.

Article 42 : Les délibérations du conseil de classe ne sont valables que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents et les décisions adoptées à la majorité simple.

Article 43 : Les sessions du conseil de classe sont sanctionnées par un compte rendu.

Article 44 : La fonction de conseiller est gratuite.

Article 45 : Le chef d'établissement est chargé de l'exécution des délibérations du conseil de classe. Il rend compte, par un rapport, au conseil des professeurs.

Article 46 : Pendant les sessions, le conseil de classe dispose d'un bureau comprenant :

- un président : le chef d'établissement ;
- un vice-président : le directeur des études ;
- un secrétariat à désigner lors des séances.

Article 47 : Le conseil de classe se réunit à la fin de chaque trimestre en session ordinaire. Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire en cas de nécessité, sur convocation du président.

TITRE III : DES EQUIPES DE MAITRISE

Article 48 : L'équipe de maîtrise est l'organe chargé de la gestion administrative, financière, pédagogique et patrimoniale de l'établissement.

Chapitre 1: Des équipes de maîtrise des établissements du premier cycle de l'enseignement technique et professionnel

Article 49 : L'équipe de maîtrise des établissements du premier cycle de l'enseignement technique et professionnel comprend :

- un directeur ou le chef d'établissement ;
- le ou les directeurs des études ;
- le ou les surveillants généraux ;
- le ou les chefs des travaux ;
- l'économe ou le responsable administratif et financier.

Article 50 : Le directeur ou chef d'établissement est le premier responsable de la gestion administrative, financière, pédagogique et culturelle de sa structure.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- fixer le service de chaque enseignant dans le respect de chacun et des textes en vigueur ;
- veiller à l'établissement des emplois du temps des classes et des professeurs ;
- assurer le suivi des enseignants et le contrôle permanent des activités pédagogiques, le contrôle des programmes scolaires et la qualité des apprentissages ;
- veiller à l'organisation et au déroulement des stages de formation du personnel enseignant et d'appui dans leurs domaines de compétences ;
- veiller à l'organisation et au déroulement des compositions ;

- analyser les résultats scolaires ;
- répartir les moyens d'enseignement ;
- organiser l'émulation scolaire ;
- superviser les activités sportives en sa qualité de président de l'association sportive de l'établissement ;
- promouvoir les œuvres scolaires.

Article 51 : Sur le plan administratif, le chef d'établissement a pour missions de :

- préparer et assurer la rentrée scolaire ;
- rédiger les correspondances administratives ;
- préparer les travaux du conseil d'administration ;
- élaborer les différents rapports scolaires en respectant scrupuleusement les délais d'exécution ;
- présider les réunions des conseils de classe, des professeurs et de discipline ;
- apprécier et noter le personnel ;
- nommer le professeur principal de chaque classe, sur propositions du directeur des études ;
- préparer les dossiers de transfert des élèves ;
- recruter les élèves en fonction des places disponibles aux orientations de l'échelon supérieur et des textes en vigueur ;
- veiller à la discipline générale, à la sécurité des personnes et des biens, à l'hygiène et à la salubrité de l'établissement ;
- faire appliquer strictement le calendrier scolaire ;
- établir et faire appliquer le règlement intérieur de l'établissement ;
- tenir à jour les dossiers des élèves et des personnels.

Article 52 : Sur le plan matériel et financier, le chef d'établissement est responsable de la gestion financière et matérielle de son établissement.

A cet effet, il est chargé, notamment, de :

- préparer le budget-programme de l'établissement qu'il soumet au conseil d'administration ;
- présider les réunions des conseils des professeurs, de discipline et de classe ;
- veiller à l'exécution du budget-programme ;
- ordonner les dépenses de l'établissement ;
- vérifier la régularité des opérations ;
- veiller à l'utilisation du matériel de l'établissement.

Article 53 : Sur le plan social, le chef d'établissement assure la promotion et l'entretien des relations avec les partenaires sociaux impliqués dans la vie de l'établissement.

Article 54 : Sous l'autorité du chef d'établissement, le directeur des études est chargé, notamment, de :

- élaborer :
 - les documents de pilotage, programmes d'actions, plannings d'activités, rapports

statistiques, rapports prévisionnels

- les rapports pédagogiques, rapports flash, de rentrée, de fin de trimestre et de fin d'année ;
- les emplois du temps ;
- les calendriers d'animation pédagogique et de visites des classes.

- contrôler la présence des professeurs et l'état d'avancement des programmes ;
- organiser et diriger les conseils de professeurs et de classes ;
- constituer les classes ;
- coordonner les groupes d'animation pédagogique ou départements pédagogiques ;
- encadrer les stages de formation du personnel enseignant et d'appui dans leurs domaines de compétences ;
- organiser des évaluations ;
- analyser les résultats scolaires ;
- gérer le matériel pédagogique et didactique, le matériel des laboratoires et sportif.

Article 55 : Sous l'autorité du chef d'établissement, le surveillant général est chargé, notamment, de :

- maintenir l'ordre et la discipline en application du règlement intérieur ;
- promouvoir toute action rendant l'école plus accueillante et viable sur le plan sanitaire et hygiénique ;
- recevoir les désidératas des élèves et régler les conflits qui peuvent surgir entre eux ;
- contrôler le mouvement quotidien des classes et des élèves ;
- assurer la relation entre l'école et les parents d'élèves ;
- préparer les conseils de discipline et en assurer le secrétariat.

Article 56 : Sous l'autorité du chef d'établissement, le chef des travaux est chargé, notamment, de :

- organiser le fonctionnement régulier des ateliers ;
- organiser, coordonner et contrôler les enseignements techniques et professionnels ;
- élaborer le programme de formation des professeurs d'enseignement technique et professionnel ;
- suivre l'état d'avancement des programmes de technologie et de travaux pratiques ;
- planifier les activités productives et pratiques en fonction des programmes des groupes de recherches pédagogiques ;
- veiller à l'achat du matériel d'atelier et de la matière d'œuvre avec l'économe.

Article 57 : Sous l'autorité du chef d'établissement, l'économe pour les centres de métiers et les collèges techniques ou le responsable administratif et financier pour les centres d'éducation, de formation et d'apprentissage est chargé, notamment, de :

- préparer et exécuter le budget ;
- manier tous les fonds et valeurs ;
- conserver les documents et pièces justificatives des opérations prises en compte ;
- centraliser et vérifier les opérations comptables ;
- assurer le contrôle, la conservation et la maintenance des biens, meubles et immeubles ;
- réaliser les inventaires du patrimoine ;
- élaborer et transmettre le rapport de fin de trimestre au chef d'établissement.

Chapitre 2 : Des équipes de maîtrise des établissements du deuxième cycle de l'enseignement technique et professionnel

Article 58 : L'équipe de maîtrise des établissements du deuxième cycle de l'enseignement technique et professionnel comprend :

- un chef d'établissement : le proviseur ;
- un ou des directeurs des études ;
- un ou des surveillants généraux ;
- un ou des chefs des travaux ;
- un directeur des stages ;
- un intendant.

Article 59 : Le proviseur est le responsable d'un lycée. Ses attributions sont les mêmes que celles définies aux articles 50 à 53 du présent décret.

Article 60 : Les attributions du directeur des études et du surveillant général sont les mêmes que celles définies respectivement aux articles 54 et 55 du présent décret.

Article 61 : Sous l'autorité du proviseur, le directeur des stages est chargé des relations avec les entreprises et les administrations en vue de :

- négocier et programmer les stages pratiques des élèves ;
- répartir les groupes de stages proportionnellement aux encadreurs de stages ;
- centraliser les rapports de stages et les leçons d'essai en vue d'une évaluation concertée du travail des stagiaires.

Article 62 : Sous l'autorité du proviseur, l'intendant est chargé, notamment, de :

- préparer et exécuter le budget ;
- manier tous les fonds et valeurs ;
- conserver les documents et pièces justificatives des opérations prises en compte ;
- centraliser et vérifier les opérations comptables ;
- assurer le contrôle, la conservation et la maintenance des biens, meubles et immeubles ;
- réaliser les inventaires du patrimoine ;
- élaborer et transmettre le rapport de fin de trimestre au chef d'établissement.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 63 : Les membres des organes délibérants et des équipes de maîtrise des établissements scolaires de l'enseignement technique et professionnel du premier et deuxième cycle sont nommés par arrêté du président du conseil départemental ou municipal parmi les professionnels de l'enseignement technique et professionnel du premier et deuxième cycle.

Article 64 : En attendant le transfert effectif aux collectivités locales du personnel nécessaire à leur fonctionnement, les établissements scolaires de l'enseignement technique et professionnel du premier et deuxième cycle sont gérés par les membres des organes délibérants et des équipes de maîtrise, nommés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement technique et professionnel.

Article 65 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 15 octobre 2020

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le vice-Premier ministre, chargé de la fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale,

Firmin AYESA

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Le ministre de la justice et des droits humains et de la promotion des peuples autochtones,

Aimé Ange Wilfrid BININGA

La ministre de la santé, de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement,

Jacqueline Lydia MIKOLO

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

Le ministre de l'enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi,

Antoine Thomas Nicephore FYLLA SAINT-EUDES